

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°898 du Jeudi le 30 Juillet 2026 Prix: 500 Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

SGI
SOCIETE DE GESTION
ET D'INTERMEDIATION
DU TOGO

Tél:
(+228) 22 53 33 30
(+228) 22 53 33 40

Email:
sgitogo@sgitogo.tg

Adresse:
4691, Bld Gal GNASSINGBE Eyadéma
01 BP 2312 Lomé 01 (TOGO)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Luxe

LVMH profite des premiers effets du rebond de la demande chinoise

Le géant du luxe a affiché une croissance organique de 3 % de son chiffre d'affaires au deuxième trimestre, notamment grâce à une reprise ... • (Page 08)

Patrimoine mondial

L'UNESCO place six sites sous haute surveillance

Face à une multiplication des conflits armés et aux effets du changement climatique, l'UNESCO a décidé ... • (Page 09)

Première émission publique d'obligations Samurai durables • (Page 04)

La BOAD mobilise 25 milliards de yens sur le marché japonais



Premier semestre 2026 • (Page 03)

Hausse de 15 % des revenus d'Ecobank

Commande publique

L'ARCOP passe au crible l'exécution des marchés du premier semestre 2026

L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a lancé la revue semestrielle des marchés publics 2026.... • (Page 02)

Justice

Le concours de recrutement au CFPJ fixé au 17 août

Au Togo, le concours de recrutement au Centre de formation des professions de justice (CFPJ) est fixé aux lundi 17 et mardi 18 août, a ... • (Page 04)

Emission obligataire

Afreximbank lève 1,5 milliard de dollars US

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a procédé le 28 juillet 2026 avec succès, à l'émission d'un euro-obligataire de référence, non garantie et de premier ... • (Page 06)

Distribution gratuite de moustiquaires

Jean-Marie TESSI évalue la campagne dans le Grand Lomé

En visite inopinée sur plusieurs sites de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide dans le Grand Lomé, le ministre de la Santé, Jean-Marie ... • (Page 11)



CANALBOX

88 66

Coût de l'appel : 20FCFA

NOUVEAU !
INTERNET FIBRE RAPIDE & ILLIMITÉ
SOUSCRIVEZ EN LIGNE

SCANNEZ ICI
OU RENDEZ-VOUS SUR

CANALBOX-SOUSCRIPTION.CPAY.TG



Commande publique

L'ARCOP passe au crible l'exécution des marchés du premier semestre 2026

L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a lancé la revue semestrielle des marchés publics 2026. Cette rencontre vise à évaluer l'exécution des plans de passation des marchés, identifier les insuffisances et renforcer la performance de la commande publique au service du développement économique.

● Junior Aredola

Une revue pour améliorer la performance de la commande publique. L'Autorité de régulation de la commande publique (ARCOP) a ouvert, mardi 28 juillet 2026, les travaux de la revue des marchés publics du premier semestre de l'année. Cette rencontre rassemble les personnes responsables des marchés publics (PRMP), des représentants du secteur privé, de la société civile, ainsi que les principaux organes de contrôle, notamment la Direction nationale du contrôle de la commande publique (DNCCP), la Direction nationale du contrôle financier (DNCF) et les cadres de l'ARCOP. Organisée dans une logique de transparence et d'amélioration continue, cette revue a pour objectif d'évaluer l'état d'exécution des Plans de passation des marchés (PPM) des autorités contractantes, d'identifier les contraintes rencontrées et de proposer des mesures correctives afin de renforcer l'efficacité de la dépense publique.

La planification, pierre angulaire d'une gestion efficace

Ouvrant les travaux, le Directeur général par intérim de l'ARCOP, Aftar Touré MOROU, a rappelé que la réussite de toute politique de commande publique repose avant tout sur une planification rigoureuse. Reprenant un adage bien connu, il a souligné que « dans la vision du gestionnaire, celui qui ne planifie pas planifie sa chute », insistant sur le fait que le Plan de passation des marchés constitue l'outil stratégique permettant de



transformer les prévisions budgétaires en réalisations concrètes au bénéfice des populations. Au-delà des aspects administratifs, il a mis en lumière la portée sociale de la commande publique. Selon lui, des marchés mal préparés peuvent avoir des conséquences lourdes, qu'il s'agisse de manuels scolaires de mauvaise qualité susceptibles de compromettre l'apprentissage des élèves ou d'erreurs dans les spécifications techniques d'infrastructures sanitaires pouvant entraîner des drames humains.

Des procédures plus rapides pour soutenir l'économie

Le Directeur général par intérim a également insisté sur la nécessité d'accélérer les procédures d'appel à la concurrence. Une meilleure fluidité dans l'exécution des marchés permet, selon lui, d'améliorer le rythme d'exécution budgétaire, de garantir le paiement des entreprises dans les délais et de soutenir l'activité économique. En effet, des entreprises payées à temps sont en mesure d'honorer leurs engagements envers leurs employés et leurs fournisseurs, favorisant ainsi la circulation des ressources financières dans l'économie nationale.

Des communications axées sur les**bonnes pratiques**

La première journée de l'atelier a été marquée par plusieurs présentations techniques destinées à renforcer les capacités des différents acteurs de la commande publique. Les participants ont notamment pris connaissance des conclusions des audits des marchés publics passés en 2024, présentées par Charif AFOH TCHAOUTA, Directeur des statistiques, de la documentation et du suivi-évaluation à l'ARCOP. La plateforme de formation en ligne « e-format » de l'ARCOP a également été présentée par Yawouvi Yacouba AGBAN, Directeur de la formation et des appuis techniques. Cet outil ambitionne de faciliter la formation continue des acteurs de la commande publique grâce à un dispositif d'apprentissage flexible et accessible. Les échanges ont également porté sur les garanties et les documents financiers exigés dans les marchés publics, avec une communication de Lardja KOMBATE, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques, ainsi que sur les principales insuffisances relevées lors du processus de visa des marchés publics, exposées par Dambouame BADAME, Contrôleur financier délégué à la Direction nationale du contrôle financier.

**AUX DÉCIDEURS ...****Capital humain de la finance africaine**

Les infrastructures financières se modernisent. Les systèmes de paiement se digitalisent. L'intelligence artificielle s'invite dans les banques. La finance verte redessine les stratégies d'investissement. Les réglementations évoluent à un rythme inédit. Pourtant, au cœur de toutes ces transformations, une réalité demeure : aucune réforme ne peut réussir sans des femmes et des hommes compétents pour la concevoir, la mettre en œuvre et l'accompagner. C'est précisément ce que rappelle la cérémonie organisée par le Centre Ouest Africain de Formation et d'Études Bancaires (COFEB), à Dakar, à l'occasion de la remise des attestations à la 48^e promotion de son cycle diplômant. Au-delà du symbole académique, cet événement illustre une conviction de plus en plus partagée : le capital humain constitue le premier investissement stratégique pour l'avenir de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Depuis plusieurs années, les économies de l'Union connaissent des mutations profondes. Les banques financent davantage les États, accompagnent l'essor du secteur privé, développent les services numériques et s'adaptent à des normes prudentielles toujours plus exigeantes. Dans le même temps, les risques se multiplient : cybersécurité, blanchiment des capitaux, volatilité financière, changement climatique ou encore révolution technologique. Face à cette complexité, les compétences deviennent un avantage compétitif aussi important que les capitaux eux-mêmes.

Le message porté par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) est donc particulièrement pertinent. Former des cadres capables de comprendre les nouveaux enjeux de la finance mondiale n'est plus un luxe académique ; c'est une nécessité économique. Une banque centrale moderne ne peut remplir efficacement sa mission de stabilité monétaire et financière sans disposer, dans l'ensemble de son écosystème, de professionnels maîtrisant aussi bien les fondamentaux économiques que les technologies émergentes. Le COFEB occupe, depuis près d'un demi-siècle, une place singulière dans cette ambition. Créé en 1977, le Centre a contribué à former plusieurs générations de cadres qui occupent aujourd'hui des fonctions stratégiques dans les banques centrales, les établissements financiers, les administrations publiques et les institutions régionales.

À l'heure où les économies africaines cherchent à mobiliser davantage de ressources internes pour financer leur développement, la qualité des institutions financières devient un facteur décisif. Cette qualité dépend d'abord de la compétence des femmes et des hommes qui les dirigent.

Le défi est d'autant plus important que l'Afrique entre dans une nouvelle phase de son développement économique. La Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), la digitalisation des services financiers, la montée en puissance des fintech, l'essor des marchés de capitaux et les exigences de la finance durable imposent de nouveaux profils de compétences.

L'expertise bancaire ne se limite plus à l'analyse des bilans ou à la gestion des risques traditionnels. Elle englobe désormais la maîtrise des données, de l'intelligence artificielle, des enjeux climatiques, de la cybersécurité, des paiements numériques et de l'innovation financière.

En affirmant que « le développement du capital humain constitue l'un des piliers de sa stratégie », la BCEAO rappelle une vérité économique souvent sous-estimée : la richesse la plus durable d'une nation ne se trouve pas dans ses ressources naturelles, mais dans les compétences de ses citoyens.

À l'approche de son cinquantième anniversaire, que le COFEB célébrera en 2027, son rôle apparaît plus stratégique que jamais. Dans un environnement financier en perpétuelle évolution, l'institution ne forme pas seulement des banquiers. Elle prépare des décideurs, des régulateurs et des leaders appelés à accompagner les grandes transformations économiques de l'Afrique de l'Ouest.

Car, au-delà des marchés, des technologies et des innovations, la finance reste avant tout une affaire de confiance. Et la confiance commence toujours par la compétence.

M.T

Le Togo en chiffres**DEMOGRAPHIE**

	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Groupe Ecobank maintient une solide dynamique de croissance au premier semestre 2026 : hausse de 15 % des revenus à 1,3 milliard US\$ et un bénéfice avant impôt atteignant 423 millions US\$

Points clés

- Les revenus nets augmentent de 15% à 1,3 milliard USD, témoignant d'une solide dynamique commerciale malgré les pressions macroéconomiques et géopolitiques.
- Le bénéfice avant impôt a progressé de 6% pour atteindre 423 millions USD, illustrant une exécution disciplinée, une efficacité opérationnelle accrue et une gestion prudente des risques.
- L'efficacité opérationnelle s'est renforcée, avec un coefficient d'exploitation atteignant un niveau record de 48,4%, des dépôts de la clientèle s'élevant à 27 milliards USD et des niveaux de fonds propres demeurant solides.
- Le digital et les paiements confirment leur dynamique : la valeur des transactions numériques a bondi de 33% pour atteindre 78,5 milliards USD, tandis que les revenus liés aux paiements ont progressé de 10% pour s'établir à 156 millions USD.

Lomé, Togo, 28 juillet 2026 – Le groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le premier semestre 2026, affichant une performance solide malgré un environnement opérationnel difficile, marqué par des tensions géopolitiques et macroéconomiques. Le Groupe a enregistré un revenu net de 1,3 milliard USD, en hausse de 15% par rapport à l'année précédente, et un bénéfice avant impôts de 423 millions USD, en hausse de 6%, grâce à une exécution rigoureuse, à une efficacité opérationnelle et à la solidité de son réseau panafricain diversifié. Parallèlement à cette croissance, le Groupe a renforcé son efficacité opérationnelle avec un coefficient d'exploitation record de 48,4%.

La croissance des revenus s'appuie sur de solides performances tant au niveau de la Banque des Grandes Entreprises et d'Investissement que de la Banque des Particuliers et Commerciale. Les revenus hors intérêts ont continué de faire preuve de résilience, représentant plus de 41% des revenus totaux, tandis que la rentabilité des capitaux propres tangibles moyens (ROTE) s'est maintenue à un niveau robuste de 21,1%.

Le Groupe a davantage renforcé sa position parmi les banques leaders des paiements en Afrique. Les revenus des paiements ont augmenté de 10%, portés par une hausse des volumes de paiements de gros, une activité accrue d'acquisition de commerçants et la croissance continue des services monétiques. Parallèlement, la valeur des transactions digitales a progressé de 33%, reflétant l'adoption soutenue par les clients des plateformes digitales et des solutions de paiement d'Ecobank.

Le Groupe bénéficie d'une dynamique de croissance généralisée sur l'ensemble de son réseau panafricain. La région Afrique centrale, de l'Est et australe (CESA) affiche les performances les plus robustes, avec un revenu en progression de 20% à 470 millions d'USD. L'Afrique de l'Ouest anglophone (AWA) réalise une hausse de 16% de ses revenus, s'établissant à 372 millions d'USD. L'Afrique de l'Ouest francophone (UEMOA) est restée résiliente avec un revenu en hausse



de 6% à 382 millions USD. Le Nigeria a affiché une croissance de 23%, alors que nous avons poursuivi nos actions pour renforcer la qualité des actifs de la région.

La confiance des clients envers le Groupe a continué de s'affirmer durant la période, les dépôts de la clientèle progressant de 3,1 milliards USD en glissement annuel pour atteindre 27 milliards USD. Les dépôts à faible coût (comptes chèques et comptes d'épargne - CASA) représentent désormais 85% du total des dépôts, ce qui permet d'optimiser le coût des ressources, tandis que le Groupe a conservé des niveaux confortables de fonds propres et de liquidité pour soutenir le crédit et la croissance future.

Au cours de cette période, Ecobank a renforcé son leadership en matière de finance durable grâce à l'émission réussie d'une Obligation Nature de 450 millions USD à la Bourse de Londres — la première Obligation Nature émise par une banque commerciale dans le monde conforme aux directives de l'International Capital Market Association (ICMA). L'émission a été souscrite près de quatre fois, attirant plus de 1,36 milliard USD de demande de la part d'investisseurs africains et internationaux. Le produit de cette émission soutiendra l'agriculture durable, le capital naturel et les infrastructures d'eau dans 24 marchés dans lesquels Ecobank opère.

Jeremy Awori, directeur général du groupe Ecobank, a déclaré :

« Malgré les tensions politiques mondiales qui font grimper les prix de l'énergie et alimentent l'inflation sur plusieurs de nos marchés, nous sommes restés concentrés sur des mesures stratégiques d'efficacité et sur la priorité accordée à nos clients dans la mise en œuvre de notre plan de transformation, ce qui a soutenu notre performance globale. »

Il a ajouté : « Conformément à notre stratégie, nous avons investi de manière rigoureuse dans nos outils, systèmes et talents, permettant à nos collaborateurs de gagner en efficacité opérationnelle, de stimuler les ventes et d'offrir une meilleure expérience à nos clients à l'échelle du Groupe. Nous poursuivons nos investissements dans notre infrastructure technologique pour faire évoluer nos services de paiement, de données et digi-

taux, en capitalisant sur notre partenariat stratégique avec Google Cloud pour accélérer leur déploiement. Notre architecture technologique — moderne, basée sur le cloud, axée sur les API, le mobile et l'intelligence artificielle — demeure le pilier de notre expérience client, tout en assurant notre agilité et notre compétitivité future. »

Alors qu'Ecobank entame le second semestre, le leadership du Groupe continue d'être reconnu à travers l'Afrique et dans le monde. Depuis le début de l'année, Ecobank s'est vu décerner de nombreuses distinctions, notamment les prix de « Meilleure banque d'Afrique » et de « Meilleure banque au monde sur les marchés frontières » décernés par Global Finance. Le Groupe a également été désigné « Banque africaine de l'année » lors des African Banker Awards 2026 et a reçu le « Gender Leader Award » lors des Africa CEO Forum Awards 2026. Ensemble, ces distinctions reflètent l'engagement d'Ecobank en faveur de l'excellence, de l'innovation, de l'inclusion et de la création de valeur durable pour toutes ses parties prenantes.

Pour plus d'informations et pour consulter le communiqué financier complet (en anglais uniquement), veuillez visiter : <https://ecobank.com/group/news-and-media/press-releases>

----- FIN -----

À propos du Groupe Ecobank (ou « Ecobank Transnational Incorporated » ou « ETI »)

Le Groupe Ecobank est le premier groupe bancaire panafricain privé, doté d'une expertise africaine inégalée. Présent dans 34 pays d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'en France, au Royaume-Uni, aux Émirats arabes unis et en Chine, sa plateforme panafricaine unique offre un point d'accès unique pour les paiements, la gestion de trésorerie, le commerce et l'investissement. Le Groupe emploie plus de 14 000 personnes et propose des produits, services et solutions de banque de détail, banque commerciale, banque de grande entreprise et banque d'investissement à plus de 30 millions de clients, à travers de multiples canaux, y compris numériques. Pour plus d'informations, veuillez consulter ecobank.com

La BOAD réalise avec succès sa première émission obligataire Samurai durable de 25 milliards de yens.

Lomé, Togo / Tokyo, Japon - 28 juillet 2026 - La

Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), banque multilatérale de développement de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), a procédé avec succès à sa première émission publique d'obligations Samurai durables, levant un montant total de 25 milliards de yens à travers une émission en deux tranches composée de 21,7 milliards de yens d'obligations à trois ans et de 3,3 milliards de yens d'obligations à cinq ans.

Cette opération marque l'entrée de la BOAD sur le marché japonais des obligations Samurai publiques. Elle intervient dans le prolongement de la confirmation par Moody's Ratings de la note de crédit d'émetteur à long terme de la Banque à Baa1, assortie d'une perspective stable. Cette notation reflète la solidité du profil de crédit de la BOAD ainsi que sa capacité à diversifier ses sources de financement, dont cette opération constitue une illustration tangible. Elle vient ainsi conforter la stratégie de la Banque visant à diversifier ses ressources et à élargir sa base d'investisseurs à



l'échelle internationale.

Cette transaction constitue la première émission publique d'obligations Samurai durables réalisée par une banque multilatérale de développement (BMD). Elle revêt également un caractère exceptionnel en raison de son émission sans garantie, illustrant la confiance des investisseurs japonais dans la qualité de crédit de la BOAD et dans son mandat de développement. Les obligations ont obtenu les notations « A » de la Japan Credit Rating Agency (JCR) et « Baa1 » de Moody's, permettant à la Banque d'accéder à un large éventail d'investisseurs institutionnels japonais.

L'émission a suscité un vif intérêt auprès d'une base diversifiée d'investisseurs, comprenant des sociétés de

gestion d'actifs, des compagnies d'assurance-vie, des établissements financiers régionaux ainsi que des investisseurs internationaux, témoignant de la confiance accordée au profil de crédit de la BOAD et à sa mission de développement à long terme.

Le succès de cette opération est le fruit d'un vaste programme d'échanges avec les investisseurs, destiné à mieux faire connaître la région UEMOA et la BOAD auprès de la communauté financière japonaise et à nouer des relations durables avec de nouveaux partenaires financiers. Cette démarche a débuté par une tournée de présentation auprès de la communauté financière, sans opération de finance-

ment en cours, organisée à la suite de la TICAD en août 2025, avant d'être suivie d'une deuxième série de rencontres en juin 2026.

La Banque a ensuite organisé une conférence téléphonique le 14 juillet 2026, suivie d'un sondage de marché et d'une campagne officielle de placement avant la fixation des conditions de l'émission le 24 juillet 2026. Cette mobilisation soutenue a permis à la BOAD de présenter son mandat de développement, son profil financier ainsi que son rôle stratégique au sein de l'UEMOA à un nouveau vivier d'investisseurs institutionnels japonais.

L'opération a été réalisée avec succès le 24 juillet 2026, à un taux de YSM + 200 points de base (avec un rendement de 3,72 %) pour la tranche à 3 ans et de YSM + 225 points de base (avec un rendement de 4,29 %) pour la tranche à 5 ans, offrant une tarification compétitive par rapport à la juste valeur des obligations de référence en dollars américains.

À travers cette première émission obligataire Samurai, la BOAD franchit une étape majeure dans la mise en œuvre

de sa stratégie de diversification de ses sources de financement, d'élargissement de sa base d'investisseurs et de renforcement de ses relations stratégiques avec les investisseurs japonais. Cette opération réaffirme également l'engagement de la Banque à mobiliser des sources de financement innovantes afin de soutenir un développement économique et social durable dans l'espace UEMOA.

À propos de la BOAD

Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution financière de développement commune aux pays membres de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). C'est un établissement public à caractère international qui a pour objet, conformément à l'article 2 de ses statuts, de promouvoir le développement équilibré de ses États membres et de favoriser l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest par le financement de projets prioritaires de

développement. Elle est accréditée auprès des trois fonds de financement du climat (FEM, AF, GCF). Depuis 2009, la BOAD siège en tant qu'observateur à la CCNUCC et participe activement aux discussions sur l'élaboration d'un système international de financement du climat.

Depuis janvier 2013, elle abrite le premier Centre Régional de Collaboration (CRC) sur le Mécanisme de Développement Propre (MDP), dont l'objectif est d'apporter un soutien direct aux gouvernements, aux ONG et au secteur privé dans l'identification et le développement de projets MDP. Depuis le 15 octobre 2023, la Banque co-présidait l'International Development Finance Club (IDFC), et en assure seule la présidence depuis le 27 février 2025. Ce Club réunit 27 banques nationales, régionales et multilatérales de développement du monde entier.

(BOAD)



Justice

Le concours de recrutement au CFPJ fixé au 17 août

Au Togo, le concours de recrutement au Centre de formation des professions de justice (CFPJ) est fixé aux lundi 17 et mardi 18 août, a annoncé le ministère de la justice et des Droits humains.

Ce concours, ouvert aux Togolais des deux sexes, concerne les départements des magistrats, des greffiers et des secrétaires de parquet. Au total, 752 candidats ont été retenus pour le département des greffiers et secrétaires de parquet, et 371 pour le département des magistrats. « L'accès à la salle d'examen est subordonné à la présentation d'une carte nationale d'identité ou d'un passeport en cours de validité », a précisé le ministère. Ce nouveau recrutement s'inscrit dans les efforts du gouverne-

ment visant à renforcer les ressources humaines du secteur judiciaire et à améliorer le fonctionnement des juridictions. Les candidats admis suivront une formation au CFPJ avant leur intégration dans les différents corps de métiers de la justice. Créé en 2009, le CFPJ est un établissement public chargé de

la formation initiale et continue des acteurs des professions judiciaires. Le centre assure notamment la préparation des magistrats, des greffiers et des secrétaires de parquet, dans le but d'adapter les compétences aux exigences de la modernisation du secteur.

(Togo Officiel)

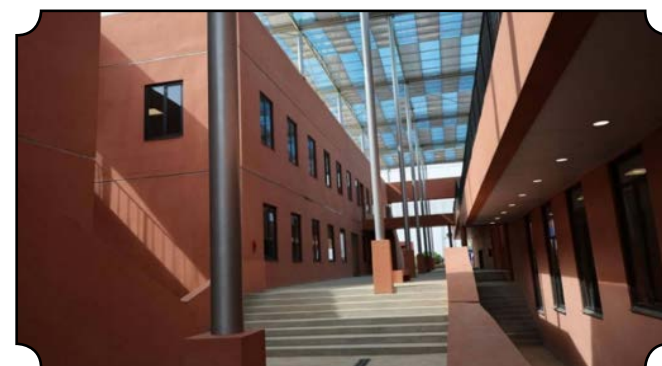


Université de Kara

Une section des sciences pharmaceutiques s'ouvre

Au Togo, l'Université de Kara renforce son offre de formation. L'institution ouvre, à compter de la rentrée académique 2026-2027, une section des sciences pharmaceutiques au sein de la Faculté des sciences de la santé (FSS).

La création de cette nouvelle section, actée par un arrêté de la présidente de l'Université, Prof Grâce Prénom Houzou-Mouzou, vise à former des pharmaciens qualifiés afin de répondre aux besoins croissants du secteur de la santé et de contribuer à sa professionnalisation. Le programme de formation sera organisé selon le système Licence-Master-Doctorat (LMD), avec des unités d'enseignement (UE) semestrialisées et créditées. Cette nouvelle offre académique intervient quelques mois après l'inauguration d'un nouveau complexe



moderne dédié à la formation. Elle s'inscrit dans la dynamique de diversification des formations engagée par l'Université de Kara et est prévue dans son Plan stratégique de développement 2026-2030. Pour rappel, l'Université de Kara, deuxième

université publique du pays, a ouvert ses portes le 23 janvier 2004. En 2024, l'établissement comptait 34.000 diplômés, témoignant de sa contribution à la formation du capital humain.

(Togo Officiel)

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département des Services Administratifs
et FinanciersAPPEL D'OFFRES OUVERT
N°024/2026/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Mardi 21 juillet 2026

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la sélection d'un prestataire pour l'exploitation d'une cantine au siège de la Commission et au complexe administratif de Ouaga 2000.
2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé en vue de la sélection d'un prestataire pour l'exploitation d'une cantine au siège de la Commission et au complexe administratif de Ouaga 2000.
3. Les prestations sont regroupées en un seul lot
4. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les sociétés spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises.
5. Le délai d'exécution du marché est d'une (01) année, renouvelable au maximum deux (02) fois, après exécution satisfaisante des prestations.

Les soumissionnaires joindront à leur offre les pièces administratives suivantes :

- une quittance d'achat du dossier d'appel d'offres ;
 - un document attestant que le soumissionnaire ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays de la société datant de moins de trois (03) mois ;
 - une attestation originale ou certifiée conforme, justifiant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis du fisc jusqu'au dernier terme échu à la date de dépôt des offres ;
 - une attestation originale ou certifiée conforme de la Sécurité Sociale prouvant que le soumissionnaire est à jour vis-à-vis de la législation du travail jusqu'au dernier trimestre échu à la date de dépôt des offres ;
 - une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du soumissionnaire.
6. Les soumissionnaires intéressés à concourir peuvent obtenir des informations supplémentaires auprès de la Commission de l'UEMOA à l'adresse ci-dessous:

**La Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**

Personnes à contacter :

- **M. Brice SIB**, Tél.: +226 25 31 86 40 poste 88 71, Email: bsib@uemoa.int
- **M. Bienvenu OUATTARA**, Tél.: +226 25318640 poste 88 22, Email : bouattara@uemoa.int

7. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de **vingt mille (20 000) Francs CFA**.
8. Les offres rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le vendredi 21 août 2026 à 9 h 30, heure locale**, accompagnées d'une garantie de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) FCFA. L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables ;
9. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture ;
10. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie dudit appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs
et Financiers, et par délégation
Le Directeur de Cabinet,

Lassana FOFANA

Page 2 sur 2

380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO - 01 BP 543 Ouagadougou 01 Burkina Faso - Tél : (226) 25 31 88 73 à 76
Email : commission@uemoa.int - Site Internet : www.uemoa.int - facebook.com/UEMOAOfficielle - twitter.com/UEMOA_officiel - youtube.com/c/UEMOAOfficiel

Emission obligataire

Afreximbank lève 1,5 milliard de dollars US

La Banque Africaine d'Import-Export (Afreximbank) a procédé le 28 juillet 2026 avec succès, à l'émission d'un euro-obligataire de référence, non garantie et de premier rang, d'un montant de 1,5 milliard de dollars US, structurée en deux tranches conformément aux règles Reg S/144A.

● **Wilson Lawson**

Il s'agit de sa première émission obligataire publique en dollars US depuis juillet 2021 et de la plus importante réalisée à ce jour. L'obligation a été émise en deux tranches : 750 millions de dollars US d'une maturité de 5,5 ans, arrivant à échéance en janvier 2032, et 750 millions de dollars US d'une maturité de 10 ans, arrivant à échéance en juillet 2036. La transaction a suscité un vif intérêt de la part d'investisseurs internationaux au Royaume-Uni, en Europe, en Asie et aux États-Unis, le carnet d'ordres atteignant un pic de 3,8 milliards de dollars US. L'émission a été sursouscrite près de deux fois, la demande se répartissant équitablement entre les deux tranches. Soutenue par cette forte demande, Afreximbank a pu resserer sa tarification de 37,5 points de base pour chacune des tranches, portant les rendements finaux à 6,25 % pour la tranche de 5,5 ans et à 7,125 % pour la tranche de 10 ans. Ce retour réussi sur le marché



obligataire public en dollars US intervient après les émissions réalisées par la Banque ces dernières années dans d'autres formats et devises, notamment les émissions obligataires de type Samurai en 2024 et 2025, ainsi qu'une émission obligataire de type Panda en 2025. Commentant l'opération, Chandi Mwenebungu, Afreximbank's Directeur général de la Trésorerie et des Marchés et Trésorier du Groupe Afreximbank, a déclaré : « Le succès de cette émission témoigne de la confiance que les investisseurs continuent d'accorder à Afreximbank et à la dynamique de croissance de l'Afrique. Pour nous, il s'agit d'un signe clair que le marché continue de croire en la mission d'Afreximbank et aux perspectives économiques de l'Afrique. Notre rôle est

de mobiliser les capitaux au service des opportunités qui stimuleront le commerce, l'industrialisation et la croissance à travers l'Afrique ». HSBC Bank plc a agi en tant que coordinateur global tandis que Standard Bank of South Africa Limited, Standard Chartered Bank, Commerzbank Aktiengesellschaft et MUFG Securities EMEA plc, en tant que chefs de file conjoints et teneurs de livre conjoints. Cette opération marque une nouvelle étape dans les initiatives de financement d'Afreximbank et témoigne de la capacité constante de la banque à accéder aux marchés internationaux des capitaux à des conditions compétitives, tout en reliant les capitaux mondiaux à la dynamique de croissance à long terme de l'Afrique.

Algérie

MAN Truck & Bus relance son usine d'assemblage de véhicules à Blida

Le site devrait produire les modèles de la série de camions MAN TGS, destinés principalement au transport longue distance, avec la possibilité de fabriquer des châssis de camions et d'autobus à une étape ultérieure.

L'allemand MAN Truck & Bus a annoncé, le mercredi 22 juillet, la reprise des activités de son usine d'assemblage de véhicules utilitaires en Algérie après plusieurs années d'arrêt, en partenariat avec son partenaire local Maghreb Truck Company (MTC). « La reprise de la production CKD (Completely Knocked Down) est mise en œuvre en étroite collaboration avec le partenaire local de longue date, Maghreb Truck Company, qui représente MAN en Algérie depuis 2003. MTC assure la gestion de l'usine d'assemblage



CKD existante depuis plus de deux décennies, même pendant les périodes de suspension temporaire de la production », a indiqué le constructeur de camions et d'autobus détenu par le groupe Volkswagen, dans un communiqué. La relance de la production dans l'usine de montage située à Blida (environ 50 km au sud-ouest d'Alger) permettra, pour une première étape, de produire les modèles de la série de

camions MAN TGS en configurations 4x2, 6x4 et 8x4, principalement destinés au transport longue distance. L'usine, qui dispose d'une capacité de production pouvant atteindre 8 véhicules par jour, vise à livrer à moyen terme environ 1 500 véhicules par an sur le marché algérien, avec la « possibilité de produire aussi bien des châssis de camions que d'autobus en fonction de la demande du marché ». « La reprise de la production CKD en Algérie constitue une étape importante dans le renforcement de notre présence internationale.

Avec Agence Ecofin

Cap-Vert

La dette publique s'établit à 100,7 % du PIB en 2025

La dette publique du Cap-Vert avait culminé à 157,5 % du PIB en 2021, selon le FMI. Grâce aux réformes engagées par l'État, ce ratio a été considérablement réduit. En 2026, il devrait s'établir à 97 % du PIB.

La dette publique du Cap-Vert a reculé à 100,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2025, selon un rapport de la Banque mondiale publié mardi 14 juillet. C'est la première fois depuis 2013 qu'elle retombe à un niveau proche de 100 % du PIB. Cette année-là, elle s'établissait à 93,5 % du PIB. En 2021, elle a atteint 157,5 % du PIB, selon le FMI, avant d'entamer une trajectoire baissière. En 2024, elle s'établissait à 110,2 % du PIB. La baisse s'explique par de solides résultats budgétaires et par la croissance du PIB nominal. Malgré cette amélioration, les entreprises publiques demeurent une source de risque budgétaire. « En tenant compte de la dette domestique garantie détenue par les SOE [entreprises publiques, Ndrl] et les municipalités, ce chiffre grimpe à 108,4 % du PIB », souligne la Banque mondiale. Par ailleurs, le service de la dette reste une contrainte majeure pour le budget, absorbant 34,2 % des recettes. Ce ratio grimperait à 46,3 % si l'on incluait



les obligations des entreprises publiques, précise le rapport. Sur l'ensemble de la dette publique, la dette extérieure représente la plus grande part, soit environ 67,2 % du PIB, tandis que la dette intérieure équivaut à 33,5 % du PIB. Selon l'institution financière, cette dernière a reculé de 11,1 points de pourcentage depuis son pic de 2021. Cette performance intervient alors que le Cap-Vert a enregistré de solides résultats économiques en 2025, avec une croissance du PIB réel estimée à 6,3 %, selon le Fonds monétaire international (FMI). Celle-ci a été portée par une hausse des arrivées de touristes, une consommation privée robuste et une augmentation des investissements publics.

Dans le même temps, la Banque mondiale indique que les recettes publiques sont restées stables à 24,7 % du PIB en 2024, soutenues par des recettes fiscales supérieures aux prévisions. Combinée à une forte croissance du PIB nominal, cette évolution a contribué à la réduction de la dette publique. Parallèlement, la dette publique de l'archipel affiche une tendance à la baisse ces dernières années, portée par les réformes engagées par l'État. Celui-ci a notamment soutenu les entreprises publiques (SOE) au moyen de prêts rétrocédés (on-lending) et d'opérations de recapitalisation, contribuant ainsi à renforcer leur stabilité financière et à réduire les risques budgétaires.

Avec Agence Ecofin

1er semestre 2026

L'aéroport international Blaise Diagne a traité près de 1,5 million de voyageurs

Après une année 2025 marquée par un ralentissement de son activité, l'aéroport international Blaise Diagne (AIBD) semble retrouver des couleurs. Les premiers indicateurs de 2026 confirment une reprise que les autorités aéroportuaires entendent inscrire dans la durée.

Au premier semestre 2026, l'Aéroport international Blaise Diagne (AIBD) du Sénégal a traité 1 481 529 voyageurs, en hausse de 4,3 % par rapport à la même période en 2025. Cette performance repose sur 687 305 arrivées (+ 4,19 %), 720 840 départs (+ 4,76 %) et 73 384 passagers en transit (+ 0,84 %). L'Europe demeure le premier marché de la plateforme, avec 693 468 voyageurs (+ 7,62 %), devant l'Afrique, qui totalise 581 971 voyageurs, en progression de 3,33 % sur un an. Le fret aérien a, lui aussi, affiché



une évolution soutenue. L'AIBD a traité 22,3 millions de kilogrammes de marchandises sur les six premiers mois de l'année, soit une augmentation de 17,93 %, portée notamment par une hausse de 26,57 % des exportations. Cette dynamique prolonge celle observée en début d'année. Au premier trimestre 2026, l'aéroport avait enregistré 735 370 voyageurs, en progression

de 2,45 % en glissement annuel. En 2025, l'AIBD avait traité un total de 2,94 millions de voyageurs, soit une croissance marginale de 0,46 % par rapport à 2024. Cette faible progression s'expliquait alors par une baisse de 9,73 % de la fréquence des vols, et un recul de 9,43 % du fret aérien, deux facteurs qui avaient pesé sur les performances de la plateforme.

Avec Agence Ecofin



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 28 juillet 2026

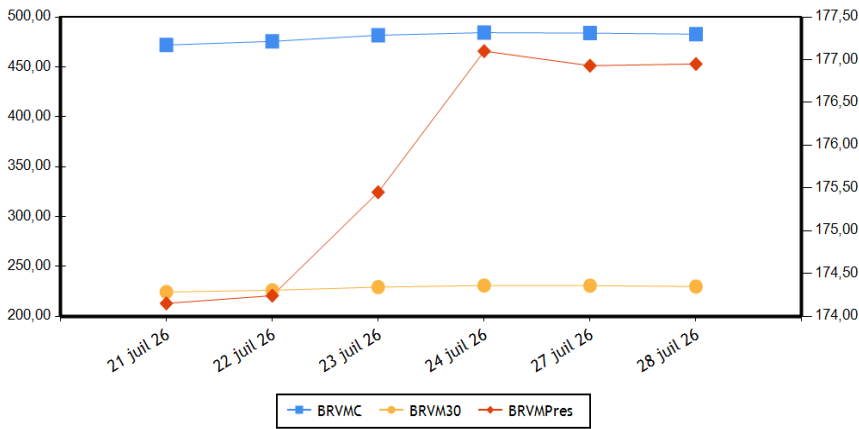
N° 141

BRVM COMPOSITE	482,71
Variation Jour	-0,23 %
Variation annuelle	39,61 %

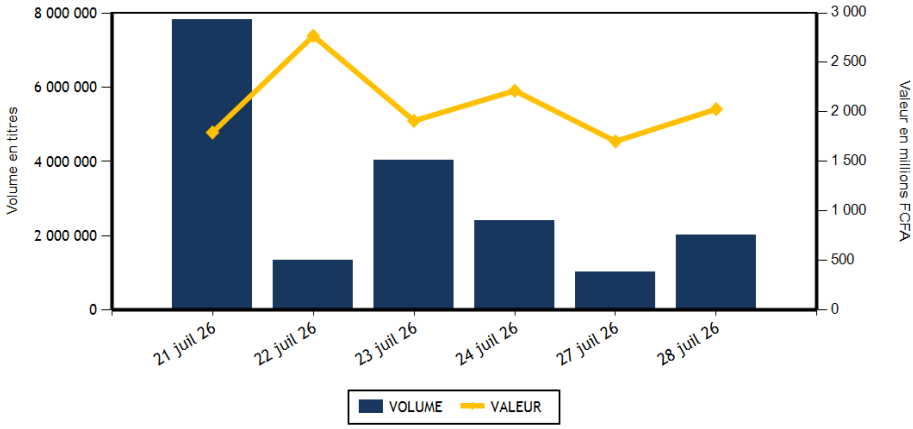
BRVM 30	229,74
Variation Jour	-0,39 %
Variation annuelle	38,20 %

BRVM PRESTIGE	176,95
Variation Jour	0,01 %
Variation annuelle	22,67 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	18 595 482 265 208	-0,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	2 011 993	100,08 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 017 756 259	22,23 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	25	47,06 %
Nombre de titres en baisse	17	-39,29 %
Nombre de titres inchangés	5	150,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	5 900	7,27 %	78,79 %
SETAO CI (STAC)	2 850	5,95 %	115,09 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	5 630	5,23 %	40,75 %
SAFCA CI (SAFC)	4 985	5,17 %	50,83 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	7 145	3,55 %	90,53 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	176,95	0,01 %	22,67 %	50 224	671 106 020	12,80
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	367,17	-0,50 %	68,70 %	1 961 769	1 346 650 239	17,22

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	191,75	-0,23 %	44,02 %	2 011 993	2 017 756 259	14,59

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	111,90	0,00 %	17,91 %	11 360	186 375 705	10,94
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	202,31	-0,10 %	16,93 %	20 936	53 479 400	39,08
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	234,93	-0,84 %	61,07 %	1 889 261	942 440 364	15,84
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	282,91	0,76 %	30,93 %	30 752	659 928 635	10,62
BRVM - INDUSTRIELS	6	215,55	0,01 %	62,89 %	29 175	67 800 190	22,13
BRVM - ENERGIE	4	160,06	0,28 %	44,32 %	26 408	83 519 005	18,04
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	234,58	2,44 %	121,51 %	4 101	24 212 960	21,71

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	14,59
Taux de rendement moyen du marché	6,27
Taux de rentabilité moyen du marché	6,65
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	206
Volume moyen annuel par séance	1 913 528,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 787 772 056,99

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	13 005 962 084 859	0,00 %
Volume échangé	1 037	-93,17 %
Valeur transigée (FCFA)	10 197 733	-80,20 %
Nombre de titres transigés	6	-40,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-16,67 %

PLUS FORTES BAISSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	69	-6,76 %	200,00 %
BIIC BN (BICB)	7 600	-3,18 %	52,76 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	2 185	-2,46 %	38,29 %
TOTALENERGIES MARKETING SN (TTLS)	3 650	-1,35 %	46,00 %
BERNABE CI (BNBC)	1 875	-1,32 %	32,98 %

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	13,08
Ratio moyen de satisfaction	72,23
Ratio moyen de tendance	552,12
Ratio moyen de couverture	18,11
Taux de rotation moyen du marché	0,18
Prime de risque du marché	1,10
Nombre de SGI participantes	37

Luxe

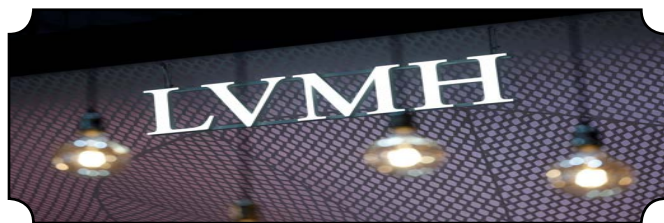
LVMH profite des premiers effets du rebond de la demande chinoise

Le géant du luxe a affiché une croissance organique de 3 % de son chiffre d'affaires au deuxième trimestre, notamment grâce à une reprise des ventes en Asie.

Le groupe de luxe français LVMH a annoncé lundi avoir généré 19,5 milliards d'euros de chiffre d'affaires au deuxième trimestre. Le groupe détenteur de plus de 70 marques, dont Louis Vuitton, Dior ou les champagnes Moët et Chandon, affiche donc une croissance organique de 3 % par rapport à la même période en 2025. Celle-ci s'avère même légèrement supérieure aux attentes des analystes, qui anticipaient une augmentation de 2,5 % d'après un consensus compilé par Visible Alpha. «La croissance accélère au deuxième trimestre», a estimé le géant du luxe, notant toutefois que cette hausse organique des ventes aurait été de 4% «hors impact du conflit au Moyen-Orient». «L'accélération de la croissance au deuxième trimestre provient notamment du grand succès des premières créations de Jonathan Anderson pour Christian Dior, et des performances remarquables des nouvelles boutiques d'exception de Louis Vuitton à Pékin et Séoul, et des lignes iconiques de Tiffany et Bvlgari», a affirmé le PDG du groupe Bernard Arnault.

Un premier semestre toujours difficile

Sur le premier semestre, le bénéfice net de l'entreprise a atteint 5,7 milliards d'euros - comme l'an dernier. Mais son résultat



opérationnel courant demeure toutefois en baisse de 4 % en publié (à 38,6 milliards d'euros). Ceci, à cause de l'important rebond du dollar. «On a subi 700 millions d'euros d'effets de change», a détaillé le groupe, tout en affirmant que «ce qui est important» était le taux de marge, que le groupe a maintenu à 22,5 %. LVMH affiche donc un moins bon premier semestre 2026 que celui de l'année dernière... pourtant historiquement mauvais. Entre janvier et juin 2025, LVMH avait alors publié un chiffre d'affaires de 39,8 milliards d'euros, en repli de 4 %. Le résultat opérationnel courant avait chuté de 15 %, à 9 milliards d'euros, pour une marge de 22,6 %. Le résultat net part du groupe s'était effondré de 22 %, à 5,7 milliards d'euros.

Reprise en douceur du marché chinois

Si le deuxième trimestre semble acter le tournant de la reprise, c'est avant tout grâce aux États-Unis où le géant du luxe accélère et réalise un bon semestre avec 4 % de hausse de revenus. Mais LVMH note aussi et surtout la forte reprise de l'Asie (hors Japon) avec une hausse de son chiffre d'affaires de 6

%, confirmant l'amélioration des tendances amorcée au second semestre 2025. «Des signaux encourageants apparaissent dans la consommation chinoise pour la première fois depuis plusieurs années», avait déclaré en juin Daniel Zipser, associé senior du cabinet de conseil McKinsey & Co. à Shenzhen. «La solide performance du marché boursier pourrait créer un effet de richesse, offrir un potentiel de hausse» des achats de produits de luxe dans le pays avait de son côté affirmé Fu Zhifeng, directeur des investissements chez Shanghai Chengzhou Investment Management. L'indice ChiNext — surnommé le Nasdaq chinois — affiche une hausse d'environ 26 % cette année. Si les choses vont mieux, difficile toutefois de parler de la fin de la crise du luxe. «Il faudra du temps pour que la consommation se rétablisse complètement», nuance cependant Jeff Zhang, analyste chez Morningstar Inc. Reste dorénavant à voir comment s'est tenu le deuxième trimestre pour Kering et Hermès qui publieront leurs résultats respectivement le 28 et le 29 juillet. À la Bourse de Paris ce lundi, le titre a clôturé en hausse de 1,1%, à 466,8 euros l'action.

(Avec Agences)

Stratégies

La cybersécurité, une « priorité absolue » pour le Gifas

Le Groupement des Industries Françaises Aéronautiques et Spatiales, le Gifas, a lancé son programme d'accompagnement des PME et ETI de la supply chain afin de renforcer les moyens de cybersécurité de la filière aérospatiale française, aujourd'hui trop vulnérable.

«Renforcer la maturité en cybersécurité de notre chaîne de valeur industrielle est une priorité absolue», dixit le Président du Gifas et Directeur général de Safran Olivier Andriès. Ce lundi 27 juillet, le Gifas a lancé le programme « GIFAS Cyber Boost ». Il est desti-

né aux PME et ETI, structures souvent trop petites pour dégainer des moyens suffisants pour se protéger contre le risque de cyberattaque, qui a explosé ces dernières années, notamment depuis que la France a annoncé son soutien à l'Ukraine face à l'invasion russe. D'après le Gifas, 43

% des PME auraient été visées en France en 2024. D'après les comptes de la chercheuse Clémence Poirier de l'ETH Zurich, le secteur spatial a connu 407 cyberattaques dans le monde en 2025.

Avec latribune.fr

MaPrimeRénov

Des demandes divisées par quatre après le tour de vis budgétaire

Ce fut un temps un succès éclatant, l'un de ces dispositifs plébiscités par les Français en 2025... avant que la machine ne finisse par dérailler. Depuis le début de l'année 2026, la chute est nette : les demandes d'aides MaPrimeRénov s'effondrent, sous l'effet direct du dernier coup de rabot budgétaire administré par le gouvernement. Les chiffres rendus publics ce lundi par l'Agence nationale de l'habitat (Anah), l'établissement qui distribue les subventions, montrent qu'entre le premier semestre de l'année 2025 et les six premiers mois de l'année 2026, les dépôts de dossiers pour une rénovation globale ont été divisés par quatre.

Le coup d'arrêt budgétaire

Il faut dire que l'année 2026 s'est ouverte sur un grand vide. En l'absence de vote du budget de l'État, le guichet est resté fermé et aucun nouveau dossier n'a pu être enregistré jusqu'à la mi-février. Une fois la porte de nouveau entrebâillée, l'engouement n'est pas revenu : hors copropriétés, les nouvelles demandes d'aide pour des rénovations énergétiques globales n'ont pas dépassé le seuil des 2 500 dossiers mensuels. Un an plus tôt, au cours de la même période, l'Anah en recevait chaque mois entre 7 500 et 10 000. Même en intégrant le secteur des copropriétés, le décompte des six premiers mois de 2026 s'arrête à un peu plus de 20 000 dossiers de rénovation d'ampleur déposés, bien loin des 95 000 enregistrés au premier semestre 2025.

Barèmes restreints et un accès réservé

Au sein de l'institution, on tente d'expliquer ce passage à vide. « Il y a une dynamique de demande plus faible cette année, c'est l'effet des montants



des subventions qui ont été revus à la baisse et de l'attentisme lié à l'annonce du plan d'électrification de la France », analyse ainsi Valérie Mancret-Taylor, la directrice générale de l'Anah, aujourd'hui sur le départ. Cette désaffection puise ses racines quelques mois plus tôt. Face à l'afflux massif des demandes et à la multiplication des tentatives de fraude, le dispositif réservé aux rénovations d'ampleur avait été purement et simplement suspendu au cours de l'été 2025. À sa réouverture, en septembre, la voilure avait été nettement réduite : des barèmes restreints et un accès réservé, dans un premier temps, aux seuls ménages très modestes. Pour ces derniers, le plafond de la subvention maximale est brutalement tombé de 63 000 euros à 32 000 euros. Dès cette époque, les associa-

tions s'en étaient inquiétées, alerte à l'appui. Elles pointaient du doigt la complexité du parcours, la longueur interminable des attentes et le risque, bien réel, de décourager définitivement les particuliers. En attendant de nouveaux arrivants, l'administration résorbe le passé. Au cours du premier semestre, 41 409 ménages ont pu obtenir une subvention MaPrimeRénov pour une rénovation globale. Il s'agit essentiellement de dossiers déposés en 2025, complétés par une fraction remontant même à 2024. Une étape symbolique a été franchie à cette occasion, puisque le cap des 500 000 logements aidés depuis la création du dispositif est désormais atteint. Mais le rythme des octrois reste bridé par le poids de l'héritage.

(Avec AFP)

Semi-conducteurs

Pourquoi l'avancée de la Chine sème le doute sur le futur d'ASML

D'après The Information, l'équipementier Shanghai Yuliangsheng va commencer à produire des machines de lithographie par ultraviolet profond en Chine dès 2026. Une technologie aujourd'hui uniquement produite sur le sol européen.

C'est un coup de tonnerre dans le monde des semi-conducteurs. L'entreprise chinoise Shanghai Yuliangsheng vient de lancer la production industrielle de machines de lithographie DUV (par ultraviolet profond), rapporte le site The Information. Cette technologie utilise de l'eau ou un liquide pur pour graver des plaques de silicium. Si l'information est confirmée, Pékin pourrait augmenter sa production de semi-conducteurs. Le pays s'affranchirait ainsi



d'appareils qu'il doit aujourd'hui importer d'Europe. Cette avancée de la Chine a fait l'effet d'une bombe dans le secteur des processeurs, GPU (processeurs graphiques) et puces mémoire. Lundi

soir, l'action de Nvidia a chuté de 5 %, tandis que les cours des Coréens SK Hynix et Samsung ont perdu plus de 13 % en une seule séance.

Avec latribune.fr

Patrimoine mondial

L'UNESCO place six sites sous haute surveillance

Face à une multiplication des conflits armés et aux effets du changement climatique, l'UNESCO a décidé d'inscrire six nouveaux sites sur la Liste du patrimoine mondial en péril, dont trois selon une procédure d'urgence.

Réuni à Busan, en Corée du Sud, le Comité du patrimoine mondial estime que ces sites font face à des menaces d'une gravité telle qu'une intervention immédiate est devenue indispensable. Pour la première fois cette année, le Comité a eu recours à une procédure d'urgence afin d'inscrire simultanément au patrimoine mondial et sur la Liste du patrimoine mondial en péril trois sites particulièrement vulnérables : le paysage migratoire de Boma-Badingilo, au Soudan du Sud, les châteaux du mont Amel, au Liban, et Sebastia, dans l'État de Palestine. Cette décision reflète un contexte mondial marqué par l'intensification des crises, qui mettent en danger des biens culturels et naturels d'une valeur universelle



exceptionnelle.

Trois sites menacés d'urgence

Au Soudan du Sud, le paysage migratoire de Boma-Badingilo constitue l'un des plus vastes écosystèmes de savane d'Afrique de l'Est et abrite la plus importante migration terrestre de mammifères connue au monde. Le Comité a toutefois alerté sur les menaces qui pèsent sur ce sanctuaire naturel, notamment le développement d'infrastructures, le braconnage commercial, le trafic d'espèces sauvages ainsi qu'une insécurité persistante qui limite les capacités de conservation.

Au Liban, les cinq châteaux du mont Amel, témoins de plusieurs siècles d'histoire militaire depuis les Croisades jusqu'à la fin du XIX^e siècle, subissent de graves dommages liés au conflit en cours. Déjà placés sous protection renforcée par l'UNESCO en 2024, ils nécessitent désormais une intervention d'urgence. Dans l'État de Palestine, Sebastia, qui rassemble des vestiges remontant à près de trois millénaires et retrace les occupations successives de nombreuses civilisations, est menacé par un projet d'expropriation et de création du parc national « Samarie » (Shomron), susceptible de fragmenter

le site. Les conséquences du conflit, les pressions liées à l'aménagement du territoire et la dégradation progressive des vestiges aggravent également les risques.

Trois autres sites rejoignent la liste en péril

Le Comité a également inscrit sur la Liste du patrimoine mondial en péril trois sites déjà reconnus par l'UNESCO. En Ukraine, la Cité antique de Chersonèse Taurique et sa chora souffre des conséquences de l'occupation de la Crimée. Le Comité estime que l'Ukraine n'est plus en mesure d'assurer la protection et la gestion du site. Grâce au suivi satellitaire mené depuis 2014 par l'UNESCO en partenariat avec UNITAR-UNOSAT, d'importantes dégradations ont été constatées, notamment en raison de

nouvelles constructions et de fouilles archéologiques à grande échelle. Le Comité appelle également à renforcer la coopération internationale pour lutter contre le trafic illicite de biens culturels provenant de Crimée. Au Suriname, le Centre historique de Paramaribo a été placé sur la liste en péril malgré les efforts des autorités pour améliorer sa gestion. L'UNESCO considère que plusieurs constructions récentes, réalisées sans évaluation préalable de leur impact patrimonial, altèrent le paysage urbain historique et compromettent l'authenticité du site.

Inquiétudes pour Tyr



Enfin, la cité antique de Tyr, au Liban, rejoint également la Liste du patrimoine mondial en péril. Le Comité s'est dit profondément préoccupé par les hostilités qui continuent de menacer ce site archéologique majeur, estimant que les conditions nécessaires à sa préservation ne sont plus réunies. Tout en saluant les efforts des autorités libanaises pour renforcer sa protection, il a exhorté toutes les parties au conflit à respecter leurs obligations au regard du droit international et à s'abstenir de toute action susceptible d'endommager davantage ce patrimoine.

Avec news.un.org

HOROSCOPE finance

Bélier Le climat lunaire vous donnera une sorte de sixième sens. Vous flairerez des affaires très intéressantes, et vous ne perdrez pas une minute pour les saisir au vol. Attention cependant aux jaloux !

Taureau Votre équilibre financier ne devrait en principe poser aucun problème en ce moment, car aucune planète de poids n'influence votre secteur argent. Attention, cependant : soumis à l'aspect tortueux de Pluton, vous risquez de tout faire pour saboter cette belle stabilité ! Cette planète va éveiller ses côtés les plus négatifs. Vous serez donc saisi par une véritable fièvre de dépenses, qu'il faudra absolument contrôler, sous peine de courir à la catastrophe.

Gémeaux Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Cancer Cet aspect de Jupiter va compliquer les choses sur le plan financier. Vous risquez en effet de vous lancer dans des achats nettement au-dessus de vos moyens, ou de modifier vos placements en vous fondant sur une analyse beaucoup trop optimiste des marchés.

Lion Vous devrez veiller sur votre budget avec la plus extrême vigilance, car l'ambiance générale incitera presque irrésistiblement à des dépenses exagérées. Si vous tenez bien compte de vos ressources, l'équilibre sera maintenu.

Vierge Il est évident que certaines transactions financières demandent beaucoup de patience et une longue préparation. Si vous allez trop vite en besogne, vous risquez d'avoir de mauvaises surprises. Cela dit, vous n'aurez pas de problèmes pécuniaires à avoir cette fois.

Balance Les influx planétaires de la journée inciteront les cambrioleurs, voleurs et vandales de tout bord à agir. Prenez donc toutes les précautions nécessaires pour protéger notamment votre maison, votre voiture, votre résidence secondaire, votre ordinateur...

Scorpion Si vous avez des ennuis d'argent, Neptune en bonne position dans votre Ciel vous offrira de nombreuses possibilités de vous en sortir. Certes, vous devrez effectuer des démarches, écrire des lettres, contacter des personnes influentes et probablement faire appel à certains de vos amis. Mais n'ayez pas peur de vous lancer dans l'aventure : ce que vous entreprenez aujourd'hui aura toutes les chances d'aboutir.

Sagittaire Votre situation financière s'améliorera aujourd'hui et évoluera vers une plus grande stabilité. Soyez désormais plus responsable et mieux réfléchi dans ce domaine si vous voulez conquérir la confiance d'autrui avec une plus grande facilité.

Capricorne Vos intérêts financiers seront stimulés, et vous devrez faire tout ce qui est en votre pouvoir pour consolider votre position matérielle. Les placements seront profitables pour vous ; mais il faudra être prudent et prévoyant, bien faire vos comptes et ne jamais outrepasser vos possibilités.

Verseau A la faveur des bons aspects de Mercure, vous pourrez effectuer des transactions fructueuses. Mais soyez vigilant dans le maniement de l'argent, et accepter les conseils des spécialistes.

Poisson Grâce à l'appui de Saturne, vous prendrez des décisions dans le sens de vos intérêts réels. Concernant les questions financières, tenez compte de vos expériences passées. Bonne chance aux jeux ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations
d'analyses et d'investigations
économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication «
CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Agoè Assiyéy non loin de la Poste
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Hélène MARTELOT
(+228 90 49 27 88)

Rédacteurs

Joël YANCLO

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Aménagement du Territoire
Communautaire et des Transports



AVIS N° -- 04 /2026/AMI/DATC/UEMOA
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET POUR LE RECRUTEMENT D'UN
BUREAU D'ETUDES POUR LA REALISATION DE L'ETUDE D'ACTUALISATION
DU RESEAU ROUTIER COMMUNAUTAIRE DE L'UEMOA

1. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2026, envisage la sélection d'un bureau d'études en vue de réaliser l'étude d'actualisation du réseau routier communautaire de l'UEMOA.

2. L'objectif de la mission consiste principalement à actualiser le réseau routier communautaire de l'UEMOA, en vue de proposer une nouvelle catégorisation et dénomination globale (nomenclature) dudit réseau.

Le principal résultat attendu est le réseau routier communautaire actualisé, catégorisé et dénommé.

3. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de quatre (4) mois, hors délai d'approbation des livrables.

4. En vue de la constitution de la liste restreinte le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite les bureaux de consultants qualifiés ayant une expérience confirmée dans le domaine identifié, à manifester leur intérêt à fournir les prestations décrites ci-dessus.

5. Les bureaux de consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des prestations. Les informations fournies doivent être précises et vérifiables (preuve à l'appui : copies certifiées conformes des diplômes ou attestations, certificats ou attestations de travail, certificats ou attestations de bonne fin d'exécution pour les missions réalisées, etc.). Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas 15 pages environ.

Un candidat ne peut être retenu sur la liste restreinte que s'il est ressortissant de l'espace UEMOA ou si le chef de file du groupement est une firme ou un cabinet ressortissant de l'espace UEMOA.

6. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

7. La sélection du bureau de consultants se fera en conformité avec les procédures en vigueur à la Commission de l'UEMOA et définies dans le Règlement d'exécution N°001/2020/COM/UEMOA du 24/02/2020 relatif aux règles de passation, d'exécution et de réception des marchés des Organes de l'UEMOA.

8. Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale et l'expérience spécifique du bureau selon les critères ci-après :

Critères d'évaluation	Notes pondérées maximum
1 - « Présentation du bureau »	20
2 - « Référence du bureau »	70
3 - « Connaissance de la région (pays de l'UEMOA) »	10
Total des points	100

9. Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- Mamata YANOGO , - Tél : +226 25 42 50 54 poste 50 54,
e-mail : myanogo@uemoa.int ;
- Anne-Marie YARO, - Tél : +226 25 42 50 62 poste 50 62
e-mail : ayaro@uemoa.int ;

10. Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, en quatre (04) exemplaires (un original plus trois copies), peuvent être envoyées par la poste, ou déposées à la Commission de l'UEMOA, Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC).

A l'attention de Monsieur Jonas GBIAN, Commissaire Chargé du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) Complexe Administratif de Ouaga 2000, Bureau 505, au 5^{ème} Etage Place Monument des Héros nationaux Boîte postale : 01 BP 543 Ouagadougou, Burkina Faso Tél : (226) 25 31 88 73.

Les candidats doivent s'assurer que leurs plis sont effectivement parvenus à la Commission de l'UEMOA dans les délais fixés.

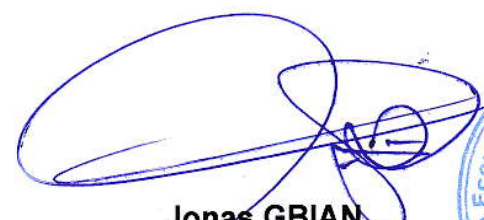
La date limite de dépôt des plis est le 1.2.2026 à 10 heures 00, heure locale.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 16h00 mn au complexe administratif sis à Ouaga 2000.

Les candidats désireux peuvent prendre part ou se faire représenter à la séance d'ouverture.

L'enveloppe contenant la manifestation d'intérêts devra être scellée et porter visiblement la mention : « Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un bureau d'études en vue de réaliser l'étude d'actualisation du réseau routier communautaire de l'UEMOA ».

Le Commissaire chargé du Département de l'Aménagement
du Territoire Communautaire et des Transports


Jonas GBIAN


Distribution gratuite de moustiquaires

Le ministre Jean-Marie TESSI évalue la campagne dans le Grand Lomé

En visite inopinée sur plusieurs sites de distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticide dans le Grand Lomé, le ministre de la Santé, Jean-Marie TESSI, a réaffirmé l'importance d'une utilisation correcte des moustiquaires pour renforcer la lutte contre le paludisme, principale maladie parasitaire au Togo.

● Nicole Esso

Une visite de terrain pour évaluer la campagne. Le ministre de la Santé, de l'Hygiène publique, de la Couverture sanitaire universelle et des Assurances, Jean-Marie Koffi E. TESSI, a effectué, mardi 28 juillet, une visite inopinée sur plusieurs sites de distribution gratuite de moustiquaires imprégnées d'insecticide (MII) dans le Grand Lomé, notamment à Klobatème et au CEG Tokoin-Est. Cette descente sur le terrain s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de distribution gratuite de moustiquaires édition 2026. Elle visait à s'assurer du bon déroulement des opérations, à apprécier la mobilisation des équipes de distribution et à échanger directement avec les populations bénéficiaires.

Le paludisme, une priorité de santé publique

Au contact des ménages, le ministre a rappelé que cette campagne, financée par le Gouvernement togolais avec l'appui de ses partenaires, constitue un levier essentiel de la stratégie nationale de prévention du paludisme. Il a invité les bénéficiaires à utiliser systématiquement les moustiquaires reçues afin de protéger tous les membres de leur famille



contre cette maladie qui demeure l'une des principales causes de morbidité au Togo. Jean-Marie TESSI a également insisté sur la nécessité de préserver la vocation première de ces équipements de protection. « Ces moustiquaires sont destinées à sauver des vies. Elles ne doivent en aucun cas être utilisées à d'autres fins que la protection contre les piqûres de moustiques », a-t-il souligné.

Des conseils pour préserver l'efficacité des moustiquaires

Profitant de cette visite, le ministre a encouragé les agents de distribution à poursuivre leur mission avec le même engagement tout en sensibilisant les populations aux bonnes pratiques d'utilisation. Les autorités sanitaires recommandent notamment de laisser sécher toute moustiquaire neuve à l'ombre pendant 48 heures avant sa première utilisation. En cas de lavage, celui-ci doit

être effectué uniquement avec un savon doux afin de préserver les propriétés insecticides du tissu et d'allonger sa durée de vie.

Une campagne qui se poursuit jusqu'au 2 août

La distribution gratuite des moustiquaires se poursuit dans le Grand Lomé ainsi que dans la région de la Kara jusqu'au jeudi 2 août. Les autorités invitent les populations concernées à se rendre massivement dans les différents points de distribution, munies de leurs coupons, où les équipes restent mobilisées pour les accueillir et les accompagner tout au long de l'opération.

Réduire le poids économique du paludisme

Au-delà de son enjeu sanitaire, cette campagne revêt une importante dimension socio-économique. En réduisant les cas de paludisme, elle contribue à limiter les dépenses de santé des ménages, à diminuer les journées de travail et d'école perdues et à améliorer la productivité nationale. À travers cette visite de proximité, le ministre Jean-Marie TESSI a réaffirmé la volonté du Gouvernement, sous le leadership du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, de renforcer la prévention du paludisme. Il a appelé chaque citoyen à faire un usage responsable des moustiquaires distribuées afin de contribuer à l'objectif commun d'un Togo davantage protégé contre cette maladie.

Tône / Culture du bambou

Des acteurs régionaux valident une étude sur la sécurisation foncière

Les acteurs régionaux des Savanes ont validé les résultats d'une étude sur les mécanismes de sécurisation foncière des plantations du bambou, lors d'un atelier le lundi 27 juillet à Dapaong.

La rencontre est initiée par l'ONG Action réelle sur l'enfant et la femme (AREF) dans le cadre du projet « Culture durable du bambou au Togo dans la région des Savanes ». Elle a bénéficié de l'appui des partenaires israéliens « The Global Brain Ltd » (DBA The climate restoration network) et du ministère de l'Environnement, des Ressources forestières, de la Protection côtière et du Changement climatique. Les travaux ont permis de partager les résultats de cette étude dont l'objectif est d'identifier les sites propices et d'analyser les mécanismes existants de sécurisation foncière. Le but est de proposer des solutions durables pour la réussite du projet et d'encourager l'investissement. Il s'agit aussi d'amener les acteurs à s'accorder sur une feuille de route de mise en œuvre du projet pour la sécurisation des sites de plantation de bambou. Les résultats révèlent, entre autres, que les populations connaissent peu le bambou et les nombreuses opportunités économiques et environnemen-



tales qu'il offre, amenant les propriétaires terriens à hésiter à mettre leurs terres à dispositions pour sa culture. Selon l'étude, l'absence de sécurisation des terres constitue le véritable frein à l'investissement des populations, des communes et du secteur privé dans la plantation du bambou à grande échelle. De ce constat, l'étude recommande d'établir un centre pilote démonstratif du bambou sur environ 100 hectares dans la région. Ce centre constituera une base pratique pour l'identification, l'enregistrement et la sécurisation progressive des terres pour le projet. Il servira de site de formation communautaire d'éducation, de démonstration et d'apprentissage technique sur la culture du bambou et ses usages. Le projet envisage aussi la création du centre togolais de restauration climatique à Lomé

qui sera un site de coordination et de démonstration pour des solutions climatiques et de durabilité. Pour le secrétaire général du gouvernement des Savanes, Kégbéro Latifou la sécurisation foncière est primordiale pour la réussite de ce projet, soulignant qu'« aucun investisseur crédible n'accepterait de mettre son argent dans une plantation de bambou dépourvue de la sécurité foncière ». Il a indiqué que le bambou est une solution d'avenir pour la région en ce qu'il permet de fixer les sols et de lutter contre l'érosion. Le coordinateur de l'ONG AREF, Konlam Big Paguédam a fait savoir que la région des Savanes dispose d'un fort potentiel agro écologique mais qu'il faut des terres sécurisées pour garantir la réussite du projet.

Avec ATOP/TKA/JK/SED

Liga

Le Real Madrid pourrait finalement prêter à nouveau Endrick !

Alors qu'il revenait plein d'espoir au Real Madrid, Endrick pourrait finalement être de nouveau sacrifié cet été par la Casa Blanca. José Mourinho aurait d'autres préférences.

Le 19 mai dernier, Endrick publiait un long message sur ses réseaux sociaux pour remercier l'OL et ses supporters après son prêt réussi de 6 mois. Il officialisait ainsi son départ du club rhodanien, et son retour au sein du Real Madrid, le club où il compte bel et bien s'imposer malgré la concurrence énorme. Mais le mercato estival et les choix de la Casa Blanca rebattent les cartes. Endrick pensait avoir convaincu avec son prêt à Lyon et sa présence dans la sélection



brésilienne durant le Mondial. Mais selon Marca, le nouvel entraîneur du Real Madrid a un penchant pour Gonzalo Garcia, l'autre attaquant disponible dans l'effectif, pour occuper le rôle de doublure de Kylian Mbappé. Les caractéristiques de l'Espagnol lui

semblent beaucoup plus complémentaires à ce qu'il a en stock. Et les arrivées offensives, déjà conclues ou bientôt conclues, réduisent aussi les opportunités pour Endrick. Qui, à 20 ans, cherche absolument du temps de jeu.

Avec footmercato.net



Beaufort
PREMIUM QUALITY
LAGER

**FALLY
IPUPA**

600*
FCFA
BOUTEILLE
50cl

   L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. À CONSOMMER AVEC MODÉRATION. * PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 50CL    